

RESTAURER LA CONFIANCE

Messe pour la France cathédrale de Strasbourg 14 juillet 2002 Homélie de Mgr l'Archevêque

Mesdames et Messieurs,
Très chers frères et sœurs dans le Christ,
Chers amis,

Chaque année, quand avec la Fête nationale revient à Strasbourg la perspective de la traditionnelle "Messe pour la France" en cette cathédrale, revient aussi et du même coup pour l'évêque d'Alsace l'interrogation suivante : que dire, et comment, pour qu'une telle célébration, que les responsables de la société civile et de la vie publique veulent bien honorer de leur présence, puisse prendre effectivement son juste et vrai sens ? À savoir : le sens que la traditionnelle prière concordataire, chantée juste avant la bénédiction finale, énonce parfaitement, me semble-t-il : « *Domine, salvam fac rem publicam et exaudi nos in die qua invocaverimus Te* : Seigneur, sauve la chose publique [, soutiens de ta grâce notre pays / la République], exauce-nous en ce jour où nous t'adressons nos invocations ! »

Oui, que dire d'à la fois significatif et utile, et comment le dire à la fois pertinemment et intelligiblement, dans le temps malgré tout bien bref qui est celui d'une homélie, même un peu allongée – pas trop cependant ! – pour la circonstance ?

1. Ce qui nous est arrivé

Cette année en tout cas, la première chose à faire paraît bien devoir être de commencer par enregistrer – disons cela tout simplement –, "ce qui nous est arrivé" depuis le 14 juillet dernier. Les événements et les péripéties n'ont pas manqué, en effet, depuis cette date, et le relevé pourrait en être abondant. Laisant de côté des phénomènes hélas durables comme, par exemple, les nombreux conflits armés, déclarés ou larvés, sur toute la face de la terre, et nous concentrant plutôt sur des éléments plus ponctuels mais à certains égards d'autant plus marquants de notre

situation propre, il me semble que nous pouvons retenir trois ou quatre faits ou données spécialement significatifs, sur l'année écoulée depuis notre dernière Fête nationale.

– Il faut retenir d'abord, n'est-il pas vrai, *le drame de Pourtalès*, puisqu'à quelques jours près il s'est produit il y a exactement un an. Rappelez-vous : une soirée de divertissement dans un parc bien aménagé, une violente tempête inattendue et, en quelques instants, c'est la catastrophe... des tués, des blessés, des handicapés à vie, des familles en deuil.

– On doit évoquer ensuite *les graves attentats du 11 septembre* contre le Pentagone et contre les deux tours du World Trade Center, ces symboles de la puissance américaine... L'horreur indéfiniment repassée sous nos yeux, et l'angoisse, la frayeur irrépessibles devant le terrorisme aveugle, terriblement meurtrier.

– D'un autre ordre que la catastrophe due à des facteurs météorologiques et que les méfaits des terroristes et des fanatiques, il faut enregistrer encore *les consultations électorales du printemps*, et ce que les conditions et les résultats de leur déroulement ont révélé de périls pesant sur notre démocratie, de risques de tension présents en son sein. Le 21 avril en effet, nous avons vu 35% d'entre nous s'abstenir purement et simplement d'aller aux urnes ; nous avons vu plus de 20% des électeurs se prononcer pour une tendance politique où à la fois avaient été prononcés des propos ouvertement racistes et xénophobes, et prôné le retrait de la France de l'Union Européenne ; et nous avons vu plus de 10% de nos concitoyens aller vers un parti situé à l'autre extrême, mais dont certaines branches paraissaient elles-mêmes prôner fort peu à la démocratie.

Bien d'autres phénomènes ou événements pourraient certes être relevés, tant au plan local ou national qu'au plan mondial ou planétaire. Ceux que je viens de retenir figurent incontestablement parmi les plus marquants *pour nous*. Ils suffisent en tout cas largement, me semble-t-il, à nous fournir matière à réflexion en ce jour où, célébrant notre Fête nationale, nous sommes très évidemment invités à méditer sur ce qui peut à la fois motiver et soutenir notre vivre-ensemble, et donner sens à notre existence personnelle.

2. La montée de l'insécurité

Il est évidemment ici exclu de fournir aussi bien des clés d'interprétation péremptoires que des solutions d'emblée convaincantes. Cela bien précisé, une chose au moins est totalement incontestable lorsqu'on examine, aussi rapidement que ce soit, les événements que j'ai enregistrés : tous les phénomènes que nous avons mentionnés, et bien d'autres, locaux ou planétaires, que nous aurions pu leur ajouter, paraissent dans notre société / dans nos sociétés, être à la fois la cause et l'effet d'une insécurité : d'une *insécurité à la fois générale et fondamentale*. Ce n'est pas une découverte ; tout le monde ou à peu près le reconnaît, tant il suffit d'enregistrer ce qui est l'évidence même pour s'en apercevoir et en être convaincu.

– Il est clair, commençons par là, que, comme bien d'autres souvent plus graves encore et également liés à des phénomènes naturels – qui ont pu se produire avant (pensons à la tempête du 26 décembre 1999) ou ailleurs (les inondations plus ou moins graves, certaines pollutions plus ou moins amples, certaines épidémies ou épizooties) –, le drame de Pourtalès a causé de l'insécurité, et même une certaine panique, du moins pendant que se produisait le sinistre lui-même, et juste après.

... Mais on peut toujours penser que l'homme ou les hommes ont, de fait, très peu voire pas du tout de responsabilité dans l'ordre des catastrophes dites justement "naturelles", comme si elles n'avaient de causes que du côté de "la Nature", et pas du tout du côté de l'humanité.

– Il est clair, ensuite, que les attentats du 11 septembre ont déclenché une grande insécurité, pour ne pas dire une angoisse généralisée, et cette fois sur l'ensemble de notre planète. Nous nous disions même alors, rappelez-vous, que nous étions sans doute entrés dans une période de l'histoire où "rien ne serait plus comme avant", parce que toute ville, toute région de la terre entière, pouvait voire devrait désormais s'estimer sous la menace d'un terrorisme aveugle quasi tout-puissant et terriblement meurtrier.

Cette fois, à la différence de ce qui vaut dans le cas de catastrophes purement "naturelles", de la responsabilité humaine apparaissait incontestablement impliquée : des kamikazes fous avaient conduit des avions fous, qui s'étaient écrasés sur les paisibles tours de New York ; un groupe de responsables et tout un réseau de complices avaient conçu et conduit l'opération pour les motifs à la fois idéologiques et religieux ou pseudo-religieux...

– Il est enfin assez clair que, pour beaucoup d'analystes en tout cas, c'est également du côté d'un sentiment fondamental d'insécurité et de peur qu'il faudrait chercher la clé des comportements électoraux singuliers du printemps dernier.

Les votes extrêmes, à droite comme à gauche, s'expliqueraient par le sentiment que trop de menaces pèsent sur les biens, les libertés, les existences personnels et collectifs, et qu'il faudrait donc changer le système ou du moins les "fonctionnements" et les "hommes" politiques, institutionnels, administratifs, qui tantôt permettent, tantôt causent tout cela. Les votes protestataires traduiraient le sentiment que non seulement il y a toujours, à l'évidence, de la responsabilité humaine derrière une telle situation, mais que cette responsabilité serait cette fois bel et bien quasi-exclusivement d'ordre politique : qu'il fallait donc alors prioritairement s'en prendre aux responsables politiques si l'on voulait voir reculer la situation déplorée. Corrélativement, le sursaut apparu, et d'abord chez les jeunes, après le premier tour des élections présidentielles, signifierait clairement que l'on estimait alors non seulement nécessaire mais possible un changement par les voies politiques... Mais les taux d'abstention élevés, et croissants avec les consultations successives qui ont suivi, ont bientôt paru difficiles à interpréter : signifiaient-ils que l'on estimait le danger fondamental suffisamment écarté pour s'abstenir d'avoir à trancher encore dans ce domaine de toute manière toujours compliqué et ambigu qu'est la politique ; ou bien signifiaient-ils qu'on n'avait plus réellement confiance dans la politique quel qu'il soit, et que l'on se mettait dès lors en attente et en recherche d'autres moyens pour s'assurer les sécurités qu'il ne garantissait plus ?

Quoi qu'il en soit de ces dernières interrogations, trois points paraissent bien résulter du rapide "coup d'œil" – je n'ose pas parler d' "analyse", évidemment ! – que nous venons de jeter sur "ce qui nous est arrivé" : 1) la conscience de l'insécurité et donc le besoin de *sécurité* ont pris dans notre société une importance de tout premier plan ; 2) le premier problème que posent l'insécurité et sa gestion est celui de la *responsabilité* ; et 3) la responsabilité à laquelle on s'en prend immédiatement dans ce cas est la responsabilité *politique*.

3. Le politique comme responsabilité

S'il en va ainsi – et je parle au jour notre Fête Nationale–, la première chose à faire apparaît être de tout faire pour que puisse être restaurée aux yeux de

tous l'importance du politique, du politique comme tel dans notre société. De tout faire pour que, comme le dit un grand document des évêques de France, on "réhabilite la politique".

Déjà quand il s'agit de l'insécurité engendrée par les catastrophes naturelles, la responsabilité politique doit pouvoir jouer, et doit jouer, au plan international et même planétaire. S'il est vrai, par exemple, que le réchauffement de la planète peut être en cause à un titre ou à un autre dans un certain nombre au moins de ce genre de phénomènes, il faudra bien finir par s'organiser politiquement, et au plan planétaire, pour faire face, et mieux que nous n'avons réussi à le faire à Rio, à Kyoto, à Barcelone ou ailleurs encore.

Ensuite, au plan de l'angoisse liée au terrorisme international, il va de soi que tant qu'on en restera soumis à la pression du fanatisme et du terrorisme, tant qu'on n'aura pas réussi à porter les conflits dans la négociation au niveau de responsables patentés, à la fois déterminés par rapport à leurs peuples respectifs et internationalement soutenus, on n'aura aucune de chance réelle de s'en sortir. N'est-ce pas l'évidence même, y compris aux Proche et Moyen Orients ?

Mais concentrons-nous sur l'insécurité courante, habituelle, de notre société : celle justement qu'il faudrait reconnaître à la racine de ces comportements électoraux si difficiles à interpréter que nous avons relevés. Tout paraît s'être passé comme si plus de la moitié de l'électorat s'était partagée, au fond, entre les deux attitudes suivantes :

- il y aurait d'un côté ceux qui estimaient que l'insécurité était due à la présence massive de "l'autre", particulièrement de l'autre ethniquement étranger, et comme si par rapport à celui-ci la seule solution valable était par conséquent du côté d'une politique d'exclusion et d'expulsion ;
- et il y aurait d'un autre côté ceux qui avaient le sentiment que ce qui compte de toute manière, c'est la seule puissance économique qui s'exerce au niveau mondial, que nous sommes donc en réalité tous totalement soumis à ses aléas, et ainsi dépossédés de toute capacité réelle à décider de quoi que ce soit, totalement conditionnés... avec la conséquence qu'on ne peut donc espérer aucun secours dans l'ordre proprement décisionnel, même au niveau politique.

Ainsi s'expliqueraient, au bout du compte, d'un côté le vote extrémiste ou protestataire, et de l'autre les comportements abstentionnistes.

Dans la mesure où il peut en aller effectivement ainsi, on voit bien qu'il est urgent, et urgent à tous les niveaux – planétaire pour la nature, international pour le terrorisme actuellement menaçant, et national pour l'insécurité générale et quotidienne –, de réhabiliter, oui, le politique, et proprement la *responsabilité* politique ou, si l'on veut, le politique *comme* responsabilité.

4. Plusieurs conditions, mais par dessus tout la confiance !

On dira : c'est facile à dire, mais de quel moyens dispose-t-on pour parvenir de fait à une telle réhabilitation, à une telle revalorisation ? – Pardonnez-moi, mais j'ose dire que la réponse est, tout compte fait, assez simple, même si sa mise en œuvre concrète est exigeante et délicate. Elle tient avant tout – ne le savons-nous pas ? – en deux mots : proximité et intégrité.

Je sais bien qu'avant ces deux mots, il faudrait en prononcer un autre : *compétence*, qui suppose à la fois une connaissance théorique suffisante du droit, des institutions, des situations et de leur histoire, et une fréquentation pratique des dossiers. Mais – peut-être me trompé-je ? – je n'ai pas le sentiment que ce soit de ce côté-là que, chez nous du moins, ce qu'on appelle la "classe politique" paraisse principalement insuffisante. D'où l'insistance que je crois devoir mettre ailleurs...

Sur la *proximité* d'abord. Tout paraît s'être passé comme si un grand nombre de gens, pour ne pas dire l'ensemble des citoyens, avaient eu ou pu avoir le sentiment que leurs vrais problèmes n'étaient pas pris véritablement ou suffisamment pris en compte, le pouvoir politique étant ressenti comme trop loin, trop à distance, et ceux qui l'exercent paraissant décider trop d'en haut, comme par-dessus la tête de "tout le monde". A quoi a d'ailleurs pu s'ajouter l'idée que, contrairement à ce qu'il tend sans cesse à prétendre, le pouvoir politique est de toute manière très insuffisant comme tel pour pouvoir gérer correctement l'ensemble des problèmes posés par la situation de notre société...

Sur l'*intégrité* ensuite. Comment voulez-vous que "les gens", que l'opinion générale acceptent de faire confiance, de s'en remettre pour la conduite de leur destin, à des représentants quels qu'ils soient, s'ils ne sont pas estimés dignes de confiance ? Dignes de confiance justement parce qu'ils peuvent apparaître intègres : parce qu'ils ne recherchent pas profit et honneurs pour eux-mêmes ou pour les leurs, pour une

classe ou une catégorie données ; parce qu'ils cherchent réellement le bien de tous ; parce qu'ils sont effectivement serviteurs : serviteurs du Bien commun.

Je viens de parler de confiance. Je l'ai fait en soulignant que si l'un des problèmes fondamentaux de notre société est le sentiment d'insécurité, la question est par là-même posée, de la place du politique comme responsable de la constitution et de la restauration des conditions de la *confiance*. Mais le problème est beaucoup plus large encore que celui de la confiance à faire au pouvoir politique lui-même comme tel. D'un côté en effet il s'agit aussi que les citoyens se fassent confiance les uns aux autres ; et même, puisque la crainte et l'insécurité sont liées à la peur de l'autre, surtout de l'autre étranger et différent de langue, de race ou de religion, la question serait aussi celle de la confiance à faire à l'autre, à tout autre, au nom de sa seule humanité et malgré toutes ses particularités et ses différences en cette humanité même. D'un autre côté, si le pouvoir politique n'a de chances d'être en mesure d'exercer effectivement sa responsabilité propre que si on lui fait confiance, il ne pourra de fait l'exercer efficacement que s'il fait lui-même confiance à ceux dont il se reconnaît la charge et qu'il veut et doit conduire.

Ainsi donc, partis d'une situation où paraît dominer un sentiment d'*insécurité* multiforme, et conduits à partir de là à prendre une meilleure conscience de l'importance de la *responsabilité* dans la société, et tout particulièrement de la responsabilité *politique*, nous en arrivons à déboucher sur un problème de *confiance*. La séquence serait claire, de l'insécurité à la responsabilité, et de celle-ci à la confiance. Me revient d'ailleurs, ici, en mémoire le titre d'un ouvrage qui, en résumé, pose bien tout le problème devant lequel nous nous retrouvons dès lors : *La peur ou la foi*. Au fond oui, c'est ou ce devrait être assez clair :

- ou bien vous avez trouvé / nous avons trouvé à quoi ou à qui, comment et jusqu'où nous pouvons faire confiance, à quoi ou à qui nous pouvons accorder notre foi – et alors nous serons sauvés de la peur ;
- ou bien nous ne savons pas à quoi ou à qui nous en remettre et sur quoi nous fonder – et alors, comment échapperions-nous à la peur, avec quoi et au nom de quoi pourrions-nous affronter la menace que nous sentirions, alors, partout présente ?

5.Confiances humaines et foi chrétienne

La foi, la croyance, la confiance : il est très clair, de plus en plus clair peut-être, qu'il y a là un problème fondamental, *le* problème fondamental sans doute non

seulement dans toute existence humaine, personnelle, individuelle, mais de toute l'existence humaine en société voire de toute société. Il s'agirait, par dessus tout, à la fois :

- de se faire confiance les uns aux autres pour pouvoir se porter les uns les autres,
- et de confier à qui le mérite les responsabilités proprement politiques capables et d'instaurer, de maintenir les conditions propres à permettre à chaque membre de la société de jouer la confiance : de la faire au autres et de la mériter de leur part.

Traditionnellement, les religions, les foies religieuses, les cultes, apparaissent et se présentent comme plus particulièrement spécialisés et compétents en matière de foi, de confiance. Spécialisés et compétents à vrai dire non pas tant directement en matière de confiance et de croyance puisque – je viens de le rappeler – il s'agit là, au contraire, d'un problème universel ; mais spécialisés et compétents, prétendent-ils, quant à ce qui peut *fonder* une attitude de confiance vraie, c'est-à-dire capable de développer une espérance dès lors à son tour elle-même fondée. Sans vouloir entrer maintenant en trop de détails, on peut au moins évoquer, pour terminer, ce qui fait que la religion chrétienne, et plus précisément encore la confession catholique dont je suis ici le représentant, estime justement pouvoir appeler ceux qui le veulent bien à professer, en effet, une vraie confiance : à vivre, en effet, selon une confiance fondée.

– D'abord, la foi catholique - chrétienne invite à confesser *une transcendance*. Il n'y a pas que le superficiel, l'immédiat, l'utilitaire, dans la vie. Il y a aussi à tenir compte de tout un champ de non-maîtrisable, de mystérieux, que tout homme peut pressentir, et que la foi chrétienne invite à reconnaître non seulement comme un domaine du sacré ou d'un divin impersonnel, mais comme la réalité transcendante d'un Dieu vivant et vrai, de qui tout vient et à qui tout retourne, de sorte que nous ne venons pas du chaos pour aller au néant, en étant entre-temps la proie d'un pur hasard. Nous venons de *Dieu*, nous allons à *Dieu*, et entre-temps nous sommes reliés à *Dieu* : telle est l'annonce fondamentale de la foi chrétienne, qui invite dès lors à une *vraie* confiance, à une confiance fondamentale.

Celle-ci ne résout pas tous les problèmes, bien entendu, mais elle les situe, elle invite à les situer sur un horizon qui ni ne les néglige ni ne les surfait.

La responsabilité politique ne peut pas tout, mais elle n'est pas, non plus, en charge de tout. A elle de ne pas faire comme s'il n'en allait pas ainsi ; à elle de ne pas donner à penser qu'il en serait autrement. A elle, par conséquent, de savoir faire place à ce qui pourrait ici s'avérer avoir un titre à la parole. Et à ceux qui relèvent d'elle, de se tourner vers les instances qui pourraient s'avérer ici compétentes pour leur proposer ce qu'elle-même ne saurait lui offrir.

– Évidemment, la transcendance, cela peut paraître bien abstrait ! Mais c'est un fait que la foi chrétienne professe que cette transcendance, qui selon elle est finalement Dieu même, s'est révélée, s'est manifestée, s'est incarnée en Jésus de Nazareth, reconnu par ses disciples comme le Christ de Dieu, comme le Fils même de Dieu.

Cela veut dire que selon cette foi, il n'y a pas moyen de séparer ce Dieu auquel on est invité à faire confiance, et l'homme lui-même. En Jésus en effet, Dieu s'est fait homme, et cet homme s'est identifié à un message qu'il a lui-même pratiqué au point de l'incarner : si tu es appelé à aimer Dieu de tout ton cœur, de toute ton âme, de tout ton esprit, tu es du même coup appelé à aimer ton prochain comme toi-même. À l'aimer, non pas à l'ignorer, non pas à t'en méfier : à l'aimer "en actes et en vérité" ! Et *ton prochain*, ce n'est pas seulement ton frère et ton cousin, mais le petit et le pauvre, l'étranger et le métèque, le publicain et le pécheur.

Si tu crois et vis cela, tu es sur le chemin de découvrir que cela donne une dimension de transcendance à ta propre vie, parce que tu es alors sur la voie de réaliser qu'il existe une transcendance qui est Dieu-même, et qui pourra te porter dans les difficultés, les détresses, les angoisses, les limites de toutes sortes que tu peux éprouver. Inversement d'ailleurs, ne pense pas que tu puisses croire en Dieu (si tu dis déjà croire en lui), si tu n'aimes pas ton frère, c'est-à-dire si tu ne fais pas ce qu'il faut pour le reconnaître et le tenir affectivement pour ton frère.

Il ne va évidemment pas de soi d'aimer "l'autre" ; et moins encore de le faire parce qu'on le reconnaît comme "son frère". La foi chrétienne ne nie pas cette évidence. Elle propose de considérer qu'on pourra surmonter la difficulté si l'on accepte de se laisser porter par un mouvement de transcendance qui a finalement sa source et son terme en Dieu même. On peut estimer que cela rend un tel Dieu "intéressant", non ?

– Outre la transcendance d'un Dieu vivant et la fraternité avec tout homme en humanité, il est un troisième et dernier point que nous propose ici la foi chrétienne : en toute hypothèse, le *primat du service*. Même si tu ne crois pas en Dieu, de toute manière, la seule attitude qui puisse donner son sens humain à la vie humaine est celle qui consiste à trouver le moyen de se mettre au service de l'autre, au service des autres. Et cela vaut aussi bien en famille et au travail, que dans toute la société, dans toute l'humanité. Ni à l'échelle de la relation de proximité, ni à l'échelle de l'ensemble de notre société, ni à celle de la planète nous n'avons de chances de nous en sortir si nous ne découvrons pas, chacun d'entre nous, d'abord *ce que / ceux que* nous voulons servir, pourquoi il nous paraît important de décider de le faire puis d'être fidèle à le faire, et très concrètement comment, compte tenu de notre position propre dans le corps social, nous pouvons effectivement le faire.

* * *

La transcendance, l'altérité humaine, le service : telles seraient les propositions de la foi, et plus particulièrement de la foi chrétienne pour affronter les peurs et les insécurités de la situation présente, et pour soutenir la responsabilité politique dans son effort pour organiser le vivre-ensemble dans une vraie confiance mutuelle et pour une heureuse convivance.

Pour faire valoir leurs convictions, la foi chrétienne, l'Église chrétienne, ne disposent ici pas d'un autre moyen que la proposition gratuite et l'appel confiant. Souhaitons que les représentants de cette foi et de cette Église aient suffisamment de courage et de savoir-faire à la fois pour accomplir cette mission qui est la leur, en sachant eux-mêmes tout aussi bien prendre leur propre responsabilité que faire confiance à leurs partenaires... Et souhaitons que les partenaires concernés soient assez conscients des enjeux et de la nécessité d'y faire face pour prêter ici quelque attention, pour manifester ici quelque disponibilité...

Là où la Parole tombe en terre accueillante, nous a dit l'évangile de ce dimanche, elle peut aller jusqu'à porter cent pour un. Ma prière en ce jour de Fête Nationale est toute simple : qu'il en soit vraiment ainsi ! Amen.

+ Joseph DORÉ
Archevêque de Strasbourg